



UN DEMI-SIÈCLE
DE SOLIDARITÉ

50^e Notre Jeûne fédéral

Rapport de projets 2007

Terre et environnement
en Amérique latine



◀ helvetas ▶

SWISSAID

 ACTION DE CARÊME

 PAIN POUR LE PROCHAIN

Terre et environnement en Amérique latine



Action de Carême en Haïti Helvetas en Haïti Pain pour le prochain au Brésil Swissaid en Equateur



Action de Carême en Haïti

Les paysans engagés pour un autre avenir

Contexte :

Les réparations et dommages du cyclone Jeanne de 2004 étaient à peine effectuées que les cyclones ont de nouveau pris Haïti pour cible. Rien qu'en 2008, Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest de la planète, a été touché par 18 cyclones. La fréquence s'est considérablement accrue sous l'effet du réchauffement des mers. Les quatre derniers – Fay, Gustave, Hanna et Ike – ont coûté la vie à plus de 600 personnes. Cependant, l'engagement et le courage de la population ont permis d'améliorer la situation dans plusieurs domaines. Le partenaire du projet, l' UPTKMA, l'Union des Paysans Tet Kole de Mahotièrè, a fourni des efforts considérables et l'année 2007 a permis d'atteindre plusieurs objectifs.

Objectifs

Plus de deux personnes sur trois en Haïti vivent en milieu rural. Il s'agissait de promouvoir l'agriculture durable et l'utilisation écologique des ressources naturelles mais aussi de sensibiliser sur le plan politique, notamment sur la nécessité d'une réforme agricole et sur le droit à la terre. L'organisation partenaire avait aussi pour but de renforcer ses capacités à mobiliser ses membres

Résultats atteints

Le niveau de formation de notre organisation partenaire s'est nettement amélioré, notamment dans les domaines suivants : alphabétisation, exploitation durable des ressources, éducation civique, santé et culture, égalité des genres.

L'accès à la terre a été un thème central dans les activités. La mobilisation politique pour une véritable réforme de la terre a été importante, par exemple par le biais d'échanges avec d'autres organisations qui luttent pour atteindre les mêmes buts. Des terres non cultivées ont été occupées et travaillées avec l'objectif d'obtenir un permis d'exploitation. Le stockage communautaire des semences dans des silos adaptés, ainsi que la commercialisation de certains produits agricoles, ont permis d'améliorer sensiblement la situation alimentaire de la population. Parallèlement, les membres ont été sensibilisés sur les questions de l'agro-industrie, sur les techniques agricoles permettant de protéger les sols et l'environnement.

Un élevage de volailles réalisé en commun a été mis sur pied avec deux objectifs : l'alimentation et la création de revenus lorsque c'est possible.

Sur le plan de la sensibilisation politique, UPTKMA a joué un rôle de plus en plus important au niveau local et a mis régulièrement sur pied des tribunes populaires grâce auxquelles les conflits peuvent être résolus de manière consensuelle. L'organisation a ainsi contribué à entretenir un climat serein et à lutter contre l'impunité. Le monde rural étant marginalisé et délaissé par les dirigeants politiques, l'accent a aussi été mis sur la démocratie et l'action citoyenne.

Les jeunes ont ainsi été soutenus dans leurs activités. L'accès à la bibliothèque ainsi qu'à Internet a été largement facilité. Le but était de mettre à leur disposition des outils afin qu'ils utilisent pleinement leur temps libre. La communication entre les différents acteurs a aussi été améliorée grâce au renforcement des radios locales.

Au cours de cette année, les groupes d'épargne sont devenus un élément central des activités. Les mutuelles de solidarité (MUSO) ont été renforcées. Douze nouvelles caisses de solidarité ont été créées et la qualité de la gestion des groupes existants a été améliorée.

Les femmes ont pu mettre sur pied des petits commerces avec des micro crédits qui leur ont été accordés. Les paysannes ont ainsi acheté des produits en ville qu'elles ont ensuite revendus dans les campagnes avec un bénéfice. Ces activités ont aussi permis aux femmes d'accroître la confiance en elles. Ces mutuelles représentent une aide précieuse.

Dans ces vallées érodées et déboisées d'Haïti, la formation des paysans et paysannes a permis d'exploiter au mieux les ressources naturelles et d'accroître la fertilité du sol. Les cultures ont été diversifiées ; celles permettant le reboisement, comme le café, ont été étendues.

La somme de 126'000 francs allouée par l'action Notre Jeûne fédéral en 2007 a participé au financement du projet d'Action de Carême, et a permis d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire de la population bénéficiaire.

Helvetas en Haïti

Protéger la terre nourricière

Contexte et objectifs

Haïti, «Perle des Antilles» au temps du colonialisme français, s'est transformée en berceau de la pauvreté des Caraïbes. L'Etat haïtien, qui occupe la partie occidentale

de l'île d'Hispaniola, partagée avec la République Dominicaine, fut la première colonie à conquérir l'indépendance en 1804 et à se libérer du joug de l'esclavage. Mais la première «République noire» n'a jamais connu la stabilité politique. L'histoire d'Haïti est une suite ininterrompue de dictatures, de coups d'Etat et de réformes avortées. Les derniers bouleversements politiques remontent à 2004, année du bicentenaire de l'indépendance, avec la destitution et l'exil du président Aristide. Depuis février 2006, Haïti a élu un président démocratique légitime en la personne de René Préal.

Helvetas est active en Haïti depuis 1983. Les projets se concentrent aujourd'hui au centre du pays dans trois communes (Verrettes, La Chapelle et Savanette). En priorité, ils concernent l'approvisionnement en eau potable et en systèmes d'assainissement dans les communes rurales, ainsi que le soutien de filières agricoles commerciales générant des revenus. Les projets sont planifiés et mis en œuvre en étroite collaboration avec la population, les autorités communales et les organisations paysannes locales. Un aspect important des projets d'Helvetas est la **protection des ressources naturelles**. En Haïti, suite à une déforestation intempestive pour augmenter les surfaces agricoles et produire du charbon de bois, les surfaces boisées ont dramatiquement diminué et le pays est lourdement frappé par l'érosion.

Les conséquences sont terribles. En raison de la disparition de la couverture végétale, les terres fertiles sont emportées par le vent et les précipitations – soit l'équivalent de 6'000 hectares chaque année. Le rendement agricole des familles paysannes pauvres se réduit encore et elles se retrouvent totalement démunies. De plus, l'eau n'est plus stockée dans le sol, les sources tarissent et l'approvisionnement en eau propre devient de plus en plus précaire, alors que déjà plus de la moitié de la population haïtienne n'a pas accès à l'eau potable. Une situation responsable de nombreuses maladies souvent mortelles. L'érosion est aussi la cause d'innombrables décès chaque année suite aux catastrophes naturelles, les terres dénudées n'offrant aucune protection lors d'ouragans comme Ike et Gustav en été 2008.

C'est dans ce contexte, aggravé aujourd'hui par la forte augmentation des prix des denrées alimentaires, qu'Helvetas Haïti a lancé un **projet d'agriculture durable**. En plus d'assurer la sécurité et l'auto-approvisionnement alimentaires, il concerne directement la protection des ressources naturelles puisqu'il s'agit aussi d'améliorer la qualité des sols. Cela doit permettre d'augmenter la productivité agricole et donc les revenus des familles paysannes, et aussi **protéger les zones de sources** pour garantir l'approvisionnement en eau potable. Ce faisant, les dommages causés par les catastrophes naturelles seront également limités.

Activités et résultats

Les trois communes de Savanette, Verrettes et La Chapelle, dans lesquelles Helvetas Haïti travaille, sont situées dans les montagnes (60 à 80% des surfaces cultivées sont situées entre 400 et 1'000 mètres d'altitude). Les conditions y sont particulièrement difficiles car les sols s'érodent rapidement sur les pentes raides. **Les mesures de reboisement** ont ainsi été prioritaires en 2007, avec **plus de 600'000 arbres** plantés.

Associées aux activités agricoles dans des cultures mixtes, ces mesures de reboisement ont permis d'améliorer la qualité des sols cultivés, d'augmenter leur protection contre l'érosion et de préserver les ressources en eau. Des pépinières ont été organisées dans les trois communes, la priorité étant donnée à des essences à croissance rapide. Ces arbres servent à produire du charbon de bois, souvent la seule source d'énergie disponible dans cette région, et cela permet de préserver des essences plus précieuses. En plus des mesures de reboisement, les familles

paysannes ont été encouragées à ériger de petites murets sur leurs lopins, afin de retenir la terre.

L'utilisation d'engrais biologiques a été favorisée pour préserver l'environnement et pour réduire les dépenses liées à l'achat d'engrais et d'insecticides chimiques. Le rendement a été augmenté grâce à des méthodes mieux adaptées à la topographie, ainsi qu'à la mise en place de systèmes d'irrigation simples.

Les familles paysannes ont en outre bénéficié d'appuis dans la transformation des produits, apportant une valeur ajoutée locale, et dans l'accès aux marchés pour assurer de bonnes conditions de commercialisation de la production. Par exemple avec la promotion de produits commercialisables à de meilleurs prix, comme les racines de yam, le manioc, les patates douces, ou l'amélioration du stockage après les récoltes. Les familles paysannes conservent leurs récoltes en attendant de pouvoir vendre leurs produits à de meilleurs prix.

Ces mesures ont un impact positif sur les tissus économiques locaux, ainsi que sur la situation, fragile, des autorités communales qui sont directement impliquées dans le projet et sur les organisations paysannes. Des représentants des communes et d'organisations ainsi que des jeunes agriculteurs ont été conseillés et ont suivi des formations basées sur la pratique. Dans la mesure du possible, ces activités ont été orientées en priorité sur les femmes.

La somme de 126'000 francs allouée par l'action Notre Jeûne fédéral en 2007 a participé au financement du projet d'agriculture durable et de protection des ressources d'Helvetas en Haïti.

Pain pour le prochain au Brésil

Aider à régénérer l'environnement

Contexte et partenaires

En 2007 les effets de la politique agricole et énergétique du gouvernement fédéral ont eu des effets très négatifs sur l'environnement. 7000 km² de forêt amazonienne ont été défrichés au cours des cinq derniers mois de l'année. Plus de deux millions de km² de terrains forestiers ont été adaptés à la production de l'huile de palme pour la transformation en agrocarburants. La situation est tout aussi dramatique dans la savane du Cerrado. L'expansion des cultures de soja, de canne à sucre et d'eucalyptus a encore augmenté de 20 %. Le programme de production d'éthanol et de biocarburant à partir de plantes oléagineuses a une forte répercussion sur les prix de la terre et des aliments. La concentration de la propriété foncière progresse, tandis que la réforme agraire est paralysée. Dans les régions des projets appuyés en 2007 par «Notre Jeûne fédéral», les Quilombolas (les descendants d'esclaves) et les populations indigènes ont beaucoup souffert. En effet, le processus pour la récupération des terres ancestrales n'a pas avancé, et certains groupes de population ont même été expulsés de leurs terres.

Le Mouvement des Sans Terre (MST), en lien avec d'autres organisations de la société civile, a organisé de nombreuses manifestations pour s'opposer à la politique agricole

gouvernementale basée sur l'agrobusiness. Celle-ci favorise les latifundistes et compagnies transnationales qui s'approprient la terre, l'eau, les minéraux et la biodiversité. Les organisations sociales s'opposent à un modèle économique qui promeut la dévastation des forêts, la détérioration du sol et la pollution de l'eau par la monoculture. En outre, il accélère la dégradation sociale des communautés paysannes au Brésil. Nos partenaires vivant dans la région du fleuve «São Francisco» ont aussi assisté aux manifestations contre le détournement du fleuve, dont l'objectif est de bénéficier de l'hydrobusiness et de la production agricole tournée vers l'exportation. Cette dernière ne répond en aucun cas aux nécessités des populations locales.

Rappel des objectifs

- Protéger et régénérer l'environnement par la redistribution de terres aux populations traditionnelles.
- Pratiquer une agriculture écologique, reboiser et créer des réserves agroextractivistes.
- Mettre sur pied un commerce équitable et solidaire.

Activités et résultats

- a) Lutte pour la mise en pratique de la réforme agraire.
Tous les partenaires déplorent le peu de progrès réalisés dans la légalisation des terres. Ils constatent une inertie totale des gouvernements locaux et une forte intimidation des populations par les latifundistes. Seules les communautés rurales de Vereda Funda, accompagnées par le CAA, ont obtenu 5000 ha de terres. Le MST a réalisé quant à lui 287 occupations de terre au niveau national, dont 16 dans l'Etat de Minas Gerais. Au niveau
- b) national, à peine 15 000 familles sur les 115 000 initialement prévues ont reçu un lopin de terre. 2007 a été l'année qui a vu le moins d'attribution de terrains depuis 10 ans.
- c) Appui à l'agriculture familiale, écologique et diversifiée.
Un accent particulier a été mis sur la réalisation d'activités d'agriculture familiale biologique et de reforestation. Le CAA a accompagné les communautés paysannes et quilombolas dans la reconversion de 300 ha de sols, appauvris par la monoculture d'eucalyptus, en champs de céréales et jardins. Au sein du CEAS, deux agronomes ont rejoint l'équipe en 2007. Par leur travail, ils améliorent le suivi des communautés paysannes. Le CEDAC a formé 20 moniteurs et monitrices en agriculture écologique; ceux-ci forment à leur tour 120 familles. Au Nord de Minas Gerais, le MST a commencé avec 60 familles un projet de production de semences biologiques natives. 2000 kg de semences ont été produits dans le courant de la première année.
- d) Protection de la savane.
Un des objectifs majeurs du travail des partenaires dans la région du Cerrado était la protection et la reforestation de la savane. Les populations ont été formées pour une gestion optimale des arbres et des plantes médicinales. Un succès tout particulier est à signaler: après négociation auprès du Ministère de l'environnement et de l'Institut pour la Réforme Agraire, le CEDAC a obtenu la remise de 29 000 ha de forêt à 290 familles de paysans sans terres. La négociation pour l'exploitation de 25 autres forêts du Cerrado est en cours.

e) Développement du commerce équitable.

La Coopérative Grande Sertão et le CEDAC ont renforcé les réseaux de production et de commercialisation en 2007. La gamme de produits a été augmentée. La Coopérative Grande Sertão a produit 150 000 kg de pulpe de fruits, 20 000 kg de miel et 180 000 kg de semences traditionnelles. Le CEDAC a produit 10 tonnes de noix de baru et une tonne de semences traditionnelles. La certification biologique des produits est en cours pour les deux organisations.

f) Propagation d'un modèle de production de biocarburants par les petits agriculteurs et leurs coopératives.

Dans le souci d'augmenter les sources de revenus des paysans, tout en préservant la nature, le MST et le CAA proposent un modèle alternatif à la production d'agrocarburants en grandes monocultures. Il consiste à produire des plantes oléagineuses (tournesols, ricin, plantes natives) dont l'huile est utilisée pour le biodiesel. Les déchets végétaux sont récupérés pour le compostage et l'alimentation du bétail. 45 agriculteurs moniteurs ont été formés pour accompagner les paysans dans la production de biocarburants.

La somme de 126'000 francs allouée par l'action Notre Jeûne fédéral a participé au financement du programme Sécurité alimentaire et agriculture durable au Brésil, programme de l'EPER cofinancé par Pain pour le prochain.

Swissaid en Equateur

La mortalité infantine en baisse grâce à l'eau potable

Contexte et objectifs

L'événement politique le plus significatif de cette année 2007 en Equateur fut le processus d'approbation par référendum populaire de l'Assemblée constituante le 15 avril 2007, puis l'élection en octobre des membres de cette assemblée. Des fortes tensions entre les pouvoirs législatif et exécutifs rythmèrent ce calendrier politique. C'est donc sans réelle surprise que les premières déclarations de l'assemblée constituante élue, représentée à 70 % par des membres du parti gouvernemental, allèrent dans le sens d'une destitution du Congrès national, majoritairement à droite, le temps de l'élaboration de la nouvelle loi fondamentale. Le triomphe du parti gouvernemental «Acuerdo Pais» à l'élection de l'Assemblée constituante était prévisible. Cette écrasante victoire s'explique par la campagne intensive et populiste, menée par le président Rafael Correa. Un fait demeure : le gouvernement bénéficie désormais d'une marge de manœuvre confortable pour mener à bien une transformation radicale du pays. Celle-ci s'est traduite en septembre 2008 par l'adoption de la **nouvelle Constitution**, massivement approuvée par le peuple équatorien, qui reconnaît la culture indigène, est dotée d'un article sur la protection de l'environnement et associe à la propriété privée un devoir d'engagement social. De belles intentions qui doivent cependant se concrétiser par l'adoption de lois par le Congrès national, qui sera réélu en février 2009.

Sur le plan économique, l'année 2007 n'est pas marqué par une amélioration significative de la situation. L'augmentation de 2,6 % du PIB est un signal positif trompeur qui ne résiste pas à la comparaison du poids de l'inflation, cette même année, sur la population. L'Equateur est toujours dépendant des recettes du pétrole

et de l'argent envoyé par sa diaspora. La découverte de gisements de cuivre dans la région amazonienne laisse entrevoir de nouvelles rentrées pour le gouvernement, prompt à la nationalisation des ressources naturelles. Cette découverte permettra-t-elle au président Correa de sortir son pays de la dépendance à l'or noir ? En attendant, malgré son intention de redistribuer plus équitablement les revenus du pétrole, le gouvernement Correa ne s'est pas encore muni d'une politique «intelligente» d'investissement en la matière, si bien que les infrastructures de base manquent en dehors des trois grandes villes du pays, et l'emploi est toujours précaire. Ainsi en Equateur, 50 % des habitations ne sont pas connectées au réseau public de distribution d'eau. Ce taux grimpe à 90 % dans les régions isolées. Le chômage aidant, une personne sur deux souffre de pauvreté, frappant particulièrement la classe déjà défavorisée que sont les paysans et les éleveurs de bétail ainsi que les *Indigenas* dont plus de la moitié souffre d'une extrême pauvreté. Eux qui ne peuvent compter, pour se nourrir, que sur de petits lopins d'une terre appauvrie et qui n'ont guère accès à l'eau et aux crédits, sont tentés de grossir les rangs des émigrés dans les grands centres urbains ou vers l'étranger.

Objectif principal

Contribuer à mettre sur pied un mode de fonctionnement socio-économique qui réponde à la réalité et aux besoins de la population et permette le développement d'un réseau d'entraide, tant local que régional, autour de thèmes tels que productivité, commerce, culture et conservation des ressources naturelles.

Objectifs spécifiques à la zone d'application du projet : la province de Tungurahua

- Elargir le nombre des bénéficiaires de systèmes d'adduction d'eau.
- Donner le droit aux communautés de contrôler l'eau, en s'appropriant les projets qu'elles ont-elles-mêmes initiés grâce aux *mingas*, ce travail en faveur de la communauté.
- Favoriser la participation active des communautés

Activités et résultats

Construction de systèmes d'approvisionnement d'eau potable à d'autres communautés

Dans la communauté de Benítez Salasaca, deux pompes à eau solaires assurent l'approvisionnement en eau potable à la population et d'irrigation à l'agriculture. La communauté d'El Chilco a réalisé les travaux d'excavation et de terrassement permettant la construction d'un réservoir à eau de 70m³. La communauté d'El Chinque a réalisé les travaux d'excavation et de terrassement permettant la construction d'un réservoir à eau de 200m³. La construction du réservoir est en cours.

Echange de savoir-faire entre les communautés paysannes et organisations du travail en réseau

Quatre communautés (Sigual Alto, Condorhaua, El Quinche et El Chico) ont bénéficié de visites de systèmes d'irrigation, d'eau potable et de pompage dans la perspective d'échange de savoir-faire de paysans à paysans. Ses visites favorisent l'émergence d'un travail en réseau en créant des liens au-delà des limites territoriales de la province de Tungurahua.

Formation de comité de gestion d'eau

Les communautés d'El Chinche, El Chilco et Benítez Salasaca ont formé des comités de gestion d'eau opérationnels, reconnus administrativement et actifs dans la protection des sources et la distribution d'eau.

Renforcement des groupes sur les droits individuels et collectifs

En 2007, 189 familles, participant à la gestion de fermes communautaires, ont suivi une formation les sensibilisant à leurs droits individuels et collectifs. Ses formations favorisent l'émergence d'une opinion publique fonctionnant en réseau actif. Lors de ces formations et lors des échanges de savoirs intercommunautaires, l'accent est mis sur une participation équilibrée entre hommes, femmes et jeunes. De plus un programme de sensibilisation aux questions de genre et de violence conjugale est en cours et suivi par 104 hommes.

Protection des sources d'eau par la reforestation avec des essences locales

La petite ville d'El Quinche a mis en place un système de contrôle d'accès à la source d'eau dont elle dépend, sur les terres de la communauté indigène Chibuleo et en accord avec celle-ci. Des essences de plantes locales ont été semées afin de préserver la source. Les familles travaillant dans des fermes agroforestières de la province exploitent des essences d'arbres et des types de cultures favorisant la fertilité du sol et combattant l'érosion. Ce faisant, c'est tout le réseau hydrique naturel qui est préservé.

Mise sur pied de campagnes pour attirer l'attention des populations sur la défense des ressources naturelles

Cinq institutions de la province de Tungurahua¹ ont participé activement à la promotion au niveau local de la campagne internationale *Semillas de Identidad* promouvant l'utilisation et la préservation des semences locales dans tout le continent sud-américain.

Les visites d'échange d'expériences motivent les paysans de chaque communauté à pratiquer une gestion des ressources hydriques en concertation et assurent leur pleine participation dans l'ancrage du projet. Avec le recul, il appert que ce projet a permis de confirmer aux paysans l'importance de protéger les sources d'eau en les reboisant avec des essences locales qu'en les gérant dans un cadre administratif clair.

La somme de 126'000 francs allouée par l'action Notre Jeûne fédéral a participé au financement de ce projet Fondo Provincia de Tungurahua.

¹ Il s'agit des institutions suivantes : PACAT, Guardianes de Semillas, Ministerio de Agricultura, Municipio de Ambato, Consejo Provincial de Tungurahua.